

Les Roms pourchassés et discriminés comme au temps de Sarkozy

mercredi 12 septembre 2012, par [DUVERGER Marie-Hélène](#) (Date de rédaction antérieure : 6 septembre 2012).

Pour celles et ceux qui, avec l'élection d'Hollande, avaient quelques espoirs d'amélioration des conditions de vie de la population, l'été a été particulièrement meurtrier... Là où le gouvernement s'est particulièrement distingué pour montrer qu'en fait de « changement », il s'agit surtout de continuité avec la droite, c'est en matière de chasse aux Roms.

Tout l'été a été rythmé par les démantèlements de campements de Roms : à Lyon, Marseille, Aix-en-Provence, Stains, Évry...

Depuis mai dernier, près de 3 000 Roms ont été brutalement expulsés de leur lieu de vie, leurs quelques biens, caravanes ou tentes, détruits à coups de bulldozers, certains ont été reconduits de force vers la Roumanie. Pour la plupart d'entre eux, c'est tout simplement l'errance vers un autre campement, quelques kilomètres plus loin, avec la police sur leurs talons, car toutes ces expulsions se passent sans qu'aucune solution de relogement ne soit mise en œuvre. La préfecture propose trois nuits d'hôtel... avant le retour à la rue. Par contre, les liens noués avec les associations humanitaires, les services sociaux sont rompus et cela compromet la scolarisation des enfants.

C'est la même politique du chiffre menée en leur temps par Hortefeux et Guéant. Mais, qui plus est, Valls a le cynisme de mettre en avant « un devoir moral pour le militant de gauche qu'il est » pour justifier le démantèlement de ces camps. En effet, ceux-ci sont de véritables bidonvilles, généralement sans sanitaires, sans eau ni électricité. Mais c'est parce que depuis plus d'une vingtaine d'années aucun gouvernement, quasiment aucune municipalité (notamment parmi les grandes métropoles dirigées par le Parti socialiste) n'a fait quoi que ce soit pour construire des logements décents pour les Roms qui s'installent en France. Les Roms sont victimes de discriminations partout en Europe, et notamment en Roumanie, pays dont ils sont originaires pour la plupart. La liberté de circulation et d'installation n'existe pas pour eux : ce sont les parias de l'Europe !

Le 22 août, Jean-Marc Ayrault a convoqué une réunion interministérielle pour soi-disant amorcer une nouvelle politique d'intégration vis-à-vis des 15 000 Roms vivant en France. D'un côté, expulsions et brutalité policière, de l'autre, fausse compassion. Mais rien de concret du côté du logement : une « mission d'étude » est censée répertorier les terrains et locaux disponibles... pour des hébergements d'urgence. Quant au droit effectif au travail pour les Roms, il est encore loin d'être acquis car la seule mesure annoncée est la fin de la taxe de 700 euros que devait payer un patron à l'Office français de l'immigration en cas d'embauche. La liste restreinte de métiers accessibles reste en vigueur (surtout des emplois à caractère saisonnier) ainsi que l'obligation du permis de travail et de séjour que les préfectures ne délivrent qu'après une promesse d'embauche... souvent au bout de plusieurs mois ! Sans travail, sans revenu, les Roms sont condamnés à la misère : le cercle est infernal.

Cette politique flatte les préjugés racistes. Elle a pour but de faire des Roms, des étrangers en général, des boucs émissaires de la crise. C'est une politique populiste pour satisfaire l'électorat de droite et d'extrême droite, une manœuvre de diversion alors que les mesures d'austérité vont s'aggraver à l'égard de toute la population. Nous sommes loin des propos de campagne du candidat

Hollande qui avait dit « *on ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution* ». Ce que Hollande dénonçait avant d'être élu, il le fait réaliser maintenant par Valls.

Il y a deux ans, après le discours de Grenoble de Sarkozy contre les Roms, la réaction des partis politiques de gauche avait été immédiate et des manifestations unitaires avaient eu lieu partout en France. Aujourd'hui, les notables socialistes applaudissent Valls. Contre cette « gauche »-là, il devient urgent de reprendre le chemin de la rue et des mobilisations.

Marie-Hélène Duverger

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 160 (06/09/12).